



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16526
2 mai 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATEE DU 2 MAI 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA
MISSION PERMANENTE DE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre du Comité populaire du Bureau du peuple pour les relations
extérieures, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

Le 29 avril 1984, Alan Romberg, porte-parole adjoint du Département d'Etat des Etats-Unis a dit que le Gouvernement des Etats-Unis avait l'intention de consulter les gouvernements alliés sur les moyens de contenir le chef libyen Muammar Kadhafi. Il a ajouté que les Etats-Unis avaient engagé des nations amies à manifester une résistance substantielle à la Libye. Le New York Times a précisé le sens de cette déclaration dans un article publié le 30 avril 1984, qui s'intitulait : "Les Etats-Unis ont l'intention de demander aux alliés de prendre des mesures pour contenir Kadhafi". Selon cet article, l'indignation du public britannique à l'égard de la Lybie a amené certaines personnalités à Washington à dire qu'elles espéraient que les Etats-Unis réussiraient mieux cette fois à élaborer du moins un programme coordonné de sanctions commerciales, économiques et politiques et au mieux, un appui pour une action en justice contre le colonel Kadhafi.

Cette déclaration montre clairement que les Etats-Unis cherchent à faire pression sur d'autres nations et à les inciter à commettre des actes d'agression graves contre le peuple libyen.

La déclaration d'Alan Romberg est le prélude à une agression contre la Jamahiriya arabe libyenne menée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique poursuivant ses actes de provocation, ses menaces militaires, ses pressions économiques et sa propagande contre la Jamahiriya arabe libyenne. Nous avons déjà appelé l'attention du Conseil de sécurité sur de tels agissements dans différentes communications, ainsi que dans les déclarations devant le Conseil de sécurité le 22 février 1983 (S/PV.2415), le 11 août 1984 (S/PV.2464) et le 28 mars 1984 (S/PV.2522).

Tout en attirant votre attention sur ce fait nouveau, qui constitue une violation de la Charte des Nations Unies, la Jamahiriya arabe libyenne tient à souligner que le Gouvernement américain porterait l'entière responsabilité de tout acte d'agression contre le peuple libyen qui mettrait en danger la paix et la sécurité internationales dans la région arabe.

La Jamahiriya arabe libyenne se réserve le droit de prendre les mesures qu'elle jugera nécessaires pour protéger ses intérêts et sa souveraineté contre toute menace.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Awad Saleh BURWIN

